

Rwanda : un parti dénonce la "guerre" du gouvernement contre l'opposition

@rib News, 14/02/2011 â€ Source AFP Un parti de l'opposition rwandaise a accusé le pouvoir du président Paul Kagame mener une "guerre" contre l'opposition, après la condamnation vendredi d'un avocat à quatre ans de prison. "Le cauchemar judiciaire contre les responsables politiques continue", écrivent dans un communiqué les Forces démocratiques unifiées (FDU).

Membre Bernard Ntaganda, l'un des fondateurs du Parti social (PS) dont il a été écarté quelques jours avant son arrestation en juin 2010, avait été reconnu coupable d'atteinte à la sécurité de l'Etat, incitation à la division ethnique et organisation d'une manifestation non autorisée par les autorités. Ce jugement a été dénoncé par Amnesty International et Human Rights Watch (HRW). "Ce jugement est en lien direct avec la guerre contre l'opposition qui a suivi l'arrestation des leaders politiques pour prévenir des manifestations pacifiques à Kigali, le 24 juin 2010", poursuivent les FDU, dont la présidente Victoire Ingabire est incarcérée depuis octobre. Me Ntaganda et Mme Ingabire avaient annoncé tous les deux leur intention de se présenter à la présidentielle d'août 2010, largement remportée par le président Paul Kagame. Les FDU qui n'arrivent pas à se faire enregistrer officiellement rappellent que d'autres opposants sont actuellement emprisonnés, tels l'ancien journaliste Dôo Mushayidi, président du Pacte de défense du peuple (PDP), et l'ex-ministre des Transports Charles Ntakirutinka. "La justice rwandaise est sous l'influence du pouvoir. C'est une arme judiciaire utilisée par le Parti-Etat qui se confond avec des structures du gouvernement", accuse le communiqué. Pour les FDU, "cette parodie de justice, politiquement motivée, maintient les Rwandais dans la terreur et en otage en raison des interférences implacables de l'exécutif". "Tous les appels lancés au président Paul Kagame pour une justice indépendante et l'ouverture de l'espace politique sont restés lettre-morte", ajoute le parti, estimant que "le pays navigue vers l'incertitude".